

Sre#ko Horvat : « Seul l'impossible peut encore nous sauver »

PAR GORAN BORKOVIC (NOVOSTI VIA LE COURRIER DES BALKANS)
ARTICLE PUBLIÉ LE VENDREDI 11 MARS 2022

Jamais le monde n'a été si près d'une guerre nucléaire, mais comment comprendre les racines de la crise ? Les crimes de guerre de Poutine ne doivent pas disculper l'Otan de ses responsabilités. Entretien avec le philosophe croate Sre#ko Horvat.

« *Alors que le temps se compte en semaines face à la catastrophe climatique et à la menace nucléaire, le monde n'a jamais été aussi proche de la destruction totale.* » Le journal indépendant *Novosti*, hebdomadaire édité par le Conseil national de la minorité serbe de Croatie, a rencontré Sre#ko Horvat, philosophe croate et membre de DiEM25, le Mouvement pour la démocratie en Europe lancé entre autres par Yanis Varoufakis, en février 2016. Nous publions cet entretien, **traduit par Nikola Radic** pour notre partenaire du **Courrier des Balkans**.

Ces dernières semaines, les médias européens ont répété presque comme des perroquets que l'attaque de la Russie contre l'Ukraine était la première guerre en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale, ignorant ainsi les conflits des Balkans. Nos guerres pourraient, en effet, devenir une « simple escarmouche » face à ce qui se passe en Ukraine. Quelles sont vos prédictions ?

Sre#ko Horvat : Nous qui avons grandi pendant l'éclatement sanglant de la Yougoslavie, avec des crimes horribles, un nettoyage ethnique et un génocide, sommes bien sûr choqués par les phrases évoquant « *la première guerre sur le sol européen depuis la Seconde Guerre mondiale* ». Aucune guerre ne peut devenir une « *petite escarmouche* » par rapport à une autre guerre, car toute guerre ouvre les portes de

l'enfer, qui ne se referment pas, même après un siècle, encore moins après trois décennies, comme on le sait bien en ex-Yougoslavie.



Sre#ko Horvat. © Oliver Abraham

La guerre est un crime. La guerre emporte jeunes et vieux, détruit des vies et déplace des millions de personnes qui doivent repartir de zéro, ou de moins que zéro, car ce qui a été détruit ne reviendra jamais, tandis que le traumatisme, lui, demeure pour toujours. Avec la guerre en Ukraine, nous sommes entrés dans une nouvelle ère, avec un engagement des forces nucléaires plus proche que jamais au cours des 30 dernières années.

Le Pentagone en est le meilleur témoin, puisqu'il a déclaré le 28 février le niveau DEFCON 2, qui n'avait été déclaré que deux fois jusqu'à présent, pendant la crise des missiles de Cuba et la guerre du Golfe. Ce niveau a été abaissé à DEFCON 3, mais le risque d'une confrontation entre les superpuissances nucléaires ou d'une catastrophe pire que celle de Tchernobyl ne cesse de croître de jour en jour. Les forces de Poutine, quant à elles, ont pris le contrôle de la plus grande centrale nucléaire d'Europe et, malheureusement, le moment est venu de paraphraser le philosophe allemand Günther Anders et sa célèbre phrase de 1986 : « *Tchernobyl est partout.* »

Aujourd'hui, Zaporijia est partout. Une catastrophe nucléaire ne connaît pas de frontières.

Bien que les tambours de guerre retentissent depuis des mois, peu de gens pensaient que Poutine attaquerait vraiment l'Ukraine. Comment comprenez-vous sa décision ?

Je condamne l'attaque de Poutine contre l'Ukraine et je le considère comme un criminel de guerre depuis qu'il a rasé Grozny et la Tchétchénie en 1999 et 2000

pour remporter un mandat présidentiel. Le peuple d'Ukraine ainsi que les Russes qui s'opposent à la guerre et à la politique de Poutine méritent tout notre soutien. En plus du soutien, c'est une mission historique pour nous tous de lutter pour la paix, et pas seulement en Europe.

La guerre en Ukraine, de par la confrontation entre Poutine et l'Otan, a de profondes conséquences géopolitiques pour le monde entier, y compris notre région. Aujourd'hui, il est plus important que jamais que nous ne permettions pas aux idéologies de haine et du nationalisme de reprendre le dessus et que de petits États comme le nôtre deviennent des pions dans des conflits de superpuissances, alors que notre environnement est déjà fragile et que les blessures de la Seconde Guerre mondiale, sans parler de celles de la dernière guerre, ne sont pas encore refermées.

Pouvez-vous commenter la réaction de l'Occident qui, comme rarement avant, a réagi d'une seule voix ?

Malgré le règne de plus en plus important du «*Denkverbot*» – un terrible mot allemand pour «*opinion interdite*» – qui transforme instantanément quiconque critique l'Otan en un partisan de Poutine, ce soi-disant «Occident» a également une grande responsabilité dans la situation qui a mené à la catastrophe actuelle.

Henry Kissinger, ancien secrétaire d'État américain, mais aussi un criminel de guerre à mes yeux, avait prévenu que «*l'Occident doit comprendre que pour la Russie, l'Ukraine ne sera jamais qu'un simple pays étranger*» et que «*l'Ukraine ne devrait pas rejoindre l'Otan mais avoir un positionnement international similaire à celui de la Finlande*». La prétendue «*finlandisation*» désigne un statut neutre tel celui de la Finlande, de la Suède ou de l'Autriche durant la guerre froide. Au lieu de cela, l'Ukraine a opté dès 2014 pour l'Otan plutôt que pour une politique de neutralité.

La tragédie aurait peut-être pu être évitée si Kiev et l'Occident avaient suivi les conseils non seulement de Kissinger, mais aussi d'un certain nombre de politologues américains, tels que John Mearsheimer, qui mettaient en garde en disant que l'expansion de

l'Otan vers l'Ukraine augmentait les risques de guerre entre les puissances nucléaires. Ce n'est pas étonnant qu'en menaçant «*l'Occident*», le ministre russe des affaires étrangères Sergueï Lavrov ait averti que, si éclatait une Troisième Guerre mondiale, celle-ci serait nucléaire.

Pouvons-nous imaginer à quoi ressemblera le monde d'après ?

Comme disait Lénine, si l'on peut encore se permettre de citer un Russe à l'époque du *Denkverbot*, «*il y a des décennies où rien ne se passe et il y a des semaines où des décennies se produisent*». Malheureusement, au cours des trois dernières décennies, tout s'est produit – l'éclatement sanglant de la Yougoslavie, la guerre en Somalie et la guerre du Golfe, le génocide au Rwanda, l'invasion de l'Afghanistan, la guerre en Irak, en Syrie, en Libye, au Yémen, et dans bien d'autres endroits dans le monde qui ont connu l'enfer.

Aujourd'hui, alors que le temps se compte en semaines face à la catastrophe climatique et à la menace nucléaire, le monde n'a jamais été aussi proche de la destruction totale. Or, face au flot d'informations et de désinformations, aux pandémies, à la peur et à la polarisation de la société, il faut garder la tête froide. En plus du nouveau mouvement antiguerre international, nous avons besoin d'un mouvement antinucléaire fort qui, combiné au mouvement climatique mondial existant, pourrait apporter l'impossible, à savoir la paix, non seulement entre les humains, mais avec les autres êtres vivants et la planète elle-même.

Paradoxalement, seul l'impossible peut encore nous sauver.

En Occident, et en Croatie également, on voit se développer la russophobie. Cela peut-il se transformer en persécution de ceux dont la seule culpabilité serait d'avoir une mauvaise nationalité ?

C'est terrible de voir comment le peuple russe est diabolisé. «*Les mots peuvent agir comme des petites doses de poison*», dit Viktor Klemperer dans son étude majeure *Lingua Tertii Imperii*, ajoutant qu'«

elles sont avalées imprudemment, apparemment sans effet, mais, au bout d'un certain temps, une réaction toxique survient ».

Lorsque Poutine parle de « *dénazification* » de l'Ukraine, il utilise délibérément la langue comme moyen de guerre, assimilant les Ukrainiens aux nazis. Mais, de la même manière, quand nous lisons les gros titres qui commencent par « *Les Russes bombardent...* », nous absorbons sans le savoir cette identification dangereuse du gouvernement de Poutine et du peuple russe. Or, des milliers de Russes sont déjà en prison pour s'être opposés à la politique de Poutine, des millions de Russes souffriront à cause des sanctions, ainsi que les Russes qui se trouvent à l'étranger et qui sont déjà victimes d'attaques.

Nous ne devons jamais assimiler les criminels de guerre à l'ensemble d'une nation. Quand on voit que des artistes et des scientifiques russes ont été empêchés de travailler en Europe, que Dostoïevski est « radié » des programmes scolaires, nous sommes dans une situation dangereuse, une sorte de déjà-vu des années 1990 qui rappelle notre guerre. En plus de ceux de Marx et d'Engels, finira-t-on par jeter à la rue des livres de Tolstoï et de Dostoïevski, simplement parce qu'ils seraient inadaptés ou « russes » ?

Toute haine fondée sur la « mauvaise nationalité » doit être condamnée. Si des extraterrestres venaient sur notre planète et lisaient la poésie de Maïakovski,

lisaient Dostoïevski et regardaient les films de Tarkovski, ils concluraient que l'humanité peut se dire heureuse que de tels géants aient vécu sur cette étrange planète. Pour que l'humanité ait un avenir, il est nécessaire de sortir de l'étroite alliance des nationalismes et des États-nations.

L'avenir sera transnational et planétaire ou bien il ne sera pas.

Boite noire



Le **Courrier des Balkans**, média en français de référence sur l'Europe du Sud-Est, est partenaire de Mediapart.

L'article a été modifié vendredi 11 mars 10h20 pour préciser que *Novosti* est un journal indépendant, un hebdomadaire édité par le Conseil national de la minorité serbe de Croatie.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.